



***LA CRISE ENTRE LA FRANCE ET LA  
SOMALIE EN FEVRIER 1976  
OU L'ABSURDITE D'UNE CRISE***

**Mémoire de géopolitique  
du chef de bataillon Frank Barrera  
dans le cadre du séminaire « Penser les crises »**

**Directeur : Professeur Jean-Paul Joubert**

**Avril 2002**

# **La crise entre la France et la Somalie en février 1976**

## **Ou l'absurdité d'une crise**

### **SOMMAIRE**

#### **PREMIERE PARTIE : UNE PETITE CRISE, DE NOMBREUX ACTEURS**

##### **Les acteurs étatiques**

- les protagonistes
- les acteurs mineurs

##### **Les acteurs non étatiques**

- Les organisations internationales
- Les mouvements de libération
- L'opinion publique

#### **DEUXIEME PARTIE : LA BRIEVETE DE LA CRISE**

##### **Une crise apparemment classique**

##### **Une crise-éclair**

##### **Rationalité et irrationalité des mécanismes et décisions d'urgence**

(au plan militaire, politique, diplomatique)

#### **TROISIEME PARTIE : UNE CRISE ABSURDE ?**

##### **La dialectique du bien et du mal : « l'arroseur arrosé »**

- colonialisme contre libération des peuples
- agresseur contre victime
- Le jeu du mensonge et de la vérité

##### **Une crise pour rien ?**

- Une décolonisation qui devait avoir lieu
- Le maintien et le renforcement de la France dans la zone
- Le renversement des alliances et la guerre de l'Ogaden

## INTRODUCTION

Au début de l'année 1976, le Territoire français des Afars et des Issas (TFAI) est sur le point d'accéder à l'indépendance. Le gouvernement français a déclaré en décembre 1975 vouloir mener le territoire à l'autodétermination. Néanmoins la situation géopolitique du TFAI est loin d'être simple. Une formule utilisée par les locaux résume parfaitement cette complexité : « Djibouti est une ville somalie, un port éthiopien, un pouvoir afar et une colonie française »<sup>1</sup>. Le TFAI occupe en effet une position singulière. L'Ethiopie et la Somalie, respectivement soutenues par les USA et l'Union Soviétique, ont des liens claniques ou économiques très forts avec ce bout de terre, tandis que la France, puissance colonisatrice, qui soutient la minorité afar au pouvoir, entend remettre ce territoire à ses habitants. En 1975-1976, de violents et sanglants affrontements se produisent à Djibouti, animés par le Front de Libération de la Côte des Somalis (FLCS) dont le siège est à Mogadiscio, capitale de la Somalie voisine. Ils visent à accélérer l'accession à l'indépendance.

Le 03 février 1976 un commando du FLCS s'empare d'un car de ramassage scolaire transportant trente enfants de militaires français. Le car est contraint de se diriger vers la Somalie et s'arrête au poste frontière de Loyada. Une opération de force est décidée par le gouvernement français pour libérer les otages. Elle a lieu le 04 février. L'intervention est l'occasion d'un bref affrontement entre forces françaises et somaliennes. Il s'ensuit une crise essentiellement diplomatique entre la France et la Somalie qui va durer une quinzaine de jours. Cette crise est un événement mineur dans l'histoire des relations internationales. Circonscrite dans un bout de terre de la Corne de l'Afrique, elle a duré à peine deux semaines et n'a passionné ni les opinions publiques, ni la communauté internationale. Bien plus, avait-elle lieu d'être, tant les enjeux d'un éventuel conflit semblaient peu pertinents ?

Mais avant d'apporter une réponse à cette question il s'agit de définir ce que l'on entend par crise. Ce mot provient du verbe grec « krinein » qui signifie décider. La crise constitue une période d'incertitude qui donne la possibilité de choisir. Nous nous appuyons sur les études de Michael Brecher et Harold Wilkenfeld qui, dans leur étude *a study of crisis*<sup>2</sup>, définissent la crise internationale comme étant un changement de nature et/ou une aggravation des relations

---

<sup>1</sup> GUILLEBAUD Jean-Claude, *Les confettis de l'empire*, Paris, Le Seuil, 1976, p 249

<sup>2</sup> BRECHER Michaël, WILKENFELD Jonathan, *A study of crisis*, The university of Michigan press, 1997, pp 4-5

entre deux ou plusieurs Etats comprenant une très forte probabilité de basculer vers la guerre. Elle déstabilise leurs relations et modifie la structure du système international.

La rupture est habituellement déclenchée par un acte ou incident perpétré par l'un des protagonistes. Brecher fournit également une grille d'analyse qui permet d'une part de repérer les différentes phases d'une crise, d'autre part de mieux cerner sa structure, enfin d'étudier tous les facteurs pouvant influencer son déroulement. Cette grille, que nous nous efforcerons de compléter et d'enrichir, nous servira de référence pour analyser notre crise.

Si l'épisode de février 1976 satisfait à la plupart des critères définis par Brecher (existence de quatre phases bien définies, apparition de tensions entre plusieurs Etats, modification de la situation géopolitique), celui-ci ne l'a pas retenu dans sa liste exhaustive des crises internationales. Et pourtant les médias de l'époque évoquent bien une crise entre la France et la Somalie et Jean-Louis Dufour la répertorie comme telle dans son livre *les crises internationales de Pékin (1900) au Kosovo (1999)*. Brecher l'écarte, à notre avis, parce qu'elle n'a pas débouché sur une guerre mais sur un affrontement diplomatique et qu'elle est passée relativement inaperçue sur la scène internationale.

L'originalité de cette crise réside dans le comportement paradoxal des acteurs. La France, pays agressé et plus puissant militairement que la Somalie, ne souhaite pas provoquer un conflit avec ce pays. Elle met tout en œuvre pour désamorcer les tensions, sortir de la crise et accorder son indépendance à Djibouti. L'agresseur, la Somalie, dont nous démontrerons qu'elle n'a pas les moyens de ses ambitions, utilise tous les expédients pour envenimer la crise, usant d'une rhétorique jusqu'au-boutiste dont on ne discerne ni la logique ni la rationalité.

En fait c'est l'absurdité qui caractérise cette période. Les tensions ne changent rien au processus de décolonisation déjà engagé par la métropole. La Somalie, en déclenchant la crise via le FLCS, espérait en retirer quelques dividendes et pouvoir revendiquer ses droits sur Djibouti : elle en sort affaiblie et décrédibilisée, ayant perdu tous ses appuis et se retrouvant complètement isolée dans la Corne de l'Afrique. L'attitude déterminée et raisonnée de la France lui confère paradoxalement le rôle de garant de l'intégrité du territoire djiboutien et d'une certaine façon de la stabilité de la zone.

Dans une première partie, nous analyserons le rôle des acteurs en présence et montrerons que la crise entre la France et la Somalie (que nous appellerons par commodité crise de Loyada), si elle est un événement mineur a eu un retentissement international. Cependant dans une seconde partie nous prouverons que sa brièveté témoigne de son manque « d'épaisseur » et de consistance et que la Somalie, en dépit de son discours agressif, n'était pas prête à soutenir le défi qu'elle lance à la France. Enfin dans une dernière partie, nous nous concentrerons sur la notion même d'absurdité de la crise en analysant la fuite en avant somalienne et les conséquences contre-productives qu'elle a engendrées pour ce pays.

## **PREMIERE PARTIE : UNE PETITE CRISE, DE NOMBREUX ACTEURS**

Une crise est d'abord une dialectique entre acteurs, c'est-à-dire un affrontement direct ou indirect des volontés des protagonistes. Elle implique également l'intervention d'autres entités (Etats, organisations internationales, mouvements de libération, opinions publiques, ...) qui influencent de près ou de loin le conflit en l'aggravant, l'atténuant voire le stabilisant. Dans un premier temps, il est donc indispensable de décrire ces acteurs qui, dans le cadre de la crise entre la France et la Somalie, sont multiples, ce qui peut paraître surprenant quand on considère la brièveté de l'événement. Il s'agit également d'étudier de quelle façon ils agissent sur le déroulement même de la crise.

### 1.1) Les acteurs étatiques

Trois groupes d'acteurs peuvent être définis. Tout d'abord les protagonistes qui comprennent la France, c'est-à-dire la métropole et le territoire de Djibouti et la Somalie. Ensuite les acteurs mineurs, ceux qui ont une influence réduite mais perceptible dans la crise. Enfin les Etats médiateurs qui, au sein de l'ONU, œuvreront pour désamorcer les tensions entre les deux pays. La participation de près ou de loin de tous ces Etats montre que la crise, si limitée qu'elle soit, a eu un retentissement international.

#### 1.1.1) Les protagonistes

##### 1.1.1.1) La France

###### - La métropole

En 1976, la France a pratiquement achevé son processus de décolonisation. Djibouti est la dernière colonie française. Elu en 1974 à la Présidence de la République, Valéry Giscard d'Estaing prône une politique d'innovations et de réformes. Néanmoins le chômage et la récession provoqués par la crise économique qui dure depuis le début des années 1970 assombrissent le climat social. Le pouvoir politique ne peut se permettre d'être mis en difficulté sur le plan extérieur.

Valéry Giscard d'Estaing recentre son action sur la promotion de la construction européenne. Par ailleurs la France approfondit ses rapports avec le monde arabe et maintient des liens étroits avec l'Afrique. Elle est liée à plus d'une trentaine de pays africains par des accords de coopération. C'est pourquoi la position de la France à Djibouti devient difficilement acceptable au regard de ses objectifs globaux en matière de politique étrangère.

C'est aussi l'époque où les électeurs de Mayotte sont appelés à se prononcer par voie de référendum sur le maintien de l'île au sein de la République française ou sur son rattachement à l'Etat comorien, dont les trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) sont devenues indépendantes en décembre 1975. La France subit donc les critiques virulentes de l'ONU et de l'OUA tant sur son maintien à Djibouti que sur sa façon de procéder à Mayotte.

#### - Djibouti

Présente depuis 1862 à Obock, la France qui possédait plusieurs petites enclaves les regroupea en un seul ensemble de 23 000 km<sup>2</sup> en mai 1896. Il prit le nom de colonie de la Côte française des Somalis (CFS) dont la ville de Djibouti devint le chef-lieu. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, la CFS accède au statut de territoire d'outre-mer (TOM) et la métropole décide de transformer la CFS en une place financière et économique internationale.

La Côte Française des Somalis porte mal son nom puisqu'elle a une double population Afar et Issa. Les Issas appartiennent à l'ethnie somalie et sont majoritaires dans la CFS. L'opposition entre les deux communautés conditionne toute la vie politique du territoire. Lors des différentes consultations électorales (1958, 1967), les Afars votent pour la France, tandis que les Issas, soutenus par la Somalie, optent pour l'indépendance. Les autorités françaises s'appuient donc sur les Afars qui deviennent les partenaires de l'administration.

En juillet 1967, la CFS devient le Territoire français des Afars et Issas (TFAI), dénomination qui prend en compte le dualisme ethnique local. Néanmoins la France décide de se désengager dès le début des années 1970 parce que le rôle de Djibouti devient discutable et que les dépenses occasionnées pour le territoire croissent de façon démesurée. En outre, les autorités locales élues (Ali Aref et son clan) deviennent incontrôlables. Enfin les tensions avec la Somalie deviennent de plus en plus vives et les organisations internationales reprochent à la

France sa présence « coloniale »<sup>1</sup>. Celle-ci évoque donc l'accession à l'indépendance du TFAI au mois de décembre 1975.

Au total, à la veille de la crise, la France est bien résolue à conduire le territoire djiboutien à l'autodétermination mais pas dans n'importe quelles conditions : la construction d'un état viable, la préservation de la future souveraineté djiboutienne face aux appétits voisins sont les conditions nécessaires pour l'accession du pays à l'indépendance.

### 1.1.1.2) La Somalie

Ce pays de près de six millions d'âmes est devenu une république en 1960, de la fusion de l'ex-Somaliland britannique (au nord) avec l'ancienne Somalia italienne (au sud). Le groupe réel que constitue le peuple somali se trouve écartelé entre la Somalie, Djibouti, le *Northern Frontier District* du Kenya et l'Ogaden en Ethiopie. La volonté de réunification en une « Grande Somalie » des cinq membres de cette nation est symbolisée par la bannière bleue frappée de l'étoile blanche à cinq branches qu'est le drapeau somalien.

Mohammed Siad Barre, arrivé au pouvoir en 1969 à la suite d'un coup d'état militaire renversant le président élu, fait preuve d'un nationalisme autoritaire et aspire à réaliser l'unification de la « Grande Somalie ». Ce projet, mis en sommeil entre 1964 et 1968 renaît d'autant plus facilement que l'affaire du Sahara occidental remet en cause le principe d'intangibilité des frontières coloniales. Siad Barre fait en sorte que les sceaux et les symboles du nouvel Etat, comme le drapeau, la constitution, les cartes géographiques officielles, intègrent la diaspora dans une même république. Il mobilise intellectuels et technocrates pour l'élaboration d'un ambitieux projet de transformation radicale et d'accélération de la société somalienne.

Ce train de réformes, animé par l'exacerbation d'un nationalisme profond, trouve un profond retentissement à Djibouti. Les Issas servent de relais au « pan-somalisme » et revendiquent l'accession du TFAI à l'indépendance. La Somalie soutient en outre le FLCS, qui sera à l'origine de la crise et dont le siège est à Mogadiscio. Les visées expansionnistes et l'aide apportée aux mouvements séparatistes expliquent donc les tensions entre la France et la Somalie. Les problèmes de voisinage sont exacerbés par le flot de Somaliens qui fuient la

---

<sup>1</sup> ETIENNE Louis, « Le siècle français (1862-1977) », dossier Djibouti, *l'Afrique Réelle*, n° 23-24, printemps-été 1999, p 7

misère de leur pays, attirés par l'îlot de prospérité que représente la ville de Djibouti. Ces populations nomades ignorent généralement les frontières politiques et pègrinent entre la Somalie, l'Éthiopie et Djibouti. Néanmoins, depuis 1966, un double barrage de quatorze kilomètres isole Djibouti. La nuit, les franchissements clandestins sont importants (10 à 15000 par an) et les victimes sont nombreuses. Ce « mur de la honte »<sup>1</sup>, tel qu'il est dénoncé par les responsables somaliens, fournit à Siad Barre un thème providentiel pour fustiger les agissements français au sein des instances internationales.

Celui-ci d'ailleurs évolue au sujet du futur statut de Djibouti : de la thèse d'extrême annexion à sa prise de pouvoir, il passe en 1975 à la reconnaissance d'un Etat indépendant au sommet de l'OUA à Kampala. Néanmoins ce discours de façade ne doit pas faire oublier la situation catastrophique du pays. Siad Barre n'a pas amélioré le quotidien de ses compatriotes et a besoin d'un thème fédérateur pour créer une union sacrée autour de sa personne.

A la veille de la crise, la tension entre les deux pays est perceptible tant sur le terrain que sur la scène internationale, où les faits et le sens de l'Histoire semblent jouer en défaveur de la France. A ces deux protagonistes vont s'ajouter d'autres acteurs qui contribueront à augmenter la portée de la crise.

### 1.1.2) les acteurs mineurs

#### 1.1.2.1) L'Éthiopie

Avec plus de 32 millions d'habitants, ce pays enclavé dont le noyau originel est amharique et chrétien orthodoxe compte plus de 60% de minorités arabo-musulmanes et négro-africaines.

L'Éthiopie et la Somalie partagent une frontière commune, l'Ogaden, pour le contrôle de laquelle elles se sont affrontées en 1964. Ces deux pays sont membres de l'OUA. La Somalie, pays musulman, membre de la Ligue Arabe, se considère comme l'unique vigie face à l'Éthiopie, vieille terre de chrétienté.

L'empereur Haïlé Sélassié a explicité en 1966 la position de son pays à propos de Djibouti : « la CFS fait partie intégrante du territoire éthiopien pour des raisons d'ordre historique, économique, ethnique et géographique. Le gouvernement et le peuple éthiopien n'accepteront

---

<sup>1</sup> GUILLEBAUD Jean-Claude, *op.cit.*, p 246

jamais une solution du problème de Djibouti qui irait à l'encontre de leurs intérêts »<sup>1</sup>. Addis Abeba fonde principalement sa revendication sur un critère économique. Djibouti et son port se trouvent être un maillon indispensable du commerce éthiopien. C'est en effet en 1898 que le chemin de fer entre Djibouti et Addis-Abeba fut mis en service, le port de Djibouti devenant peu à peu le débouché du plateau abyssin.

Après la chute d'Haïlé Sélassié le 12 septembre 1974, le nouveau pouvoir lutte contre les visées expansionnistes somaliennes à Djibouti. Dans ce cadre, il multiplie les déclarations visant à ménager la France. En août 1975 à Kampala, l'Ethiopie renonce officiellement devant la conférence de l'OUA à sa revendication sur le TFAI, réaffirmant néanmoins ses inquiétudes face aux visées de Mogadiscio. L'Ethiopie aura une action symbolique de dénonciation des agissements somaliens pendant la crise et se rangera aux côtés de la France pour faire échec à son ennemi séculaire. Par ailleurs l'Ethiopie abrite le siège de l'OUA. Son influence en faveur de la France au sein de l'organisation africaine n'est pas négligeable.

#### 1.1.2.2) L'URSS

A cette époque, l'impérialisme soviétique en Afrique est de plus en plus pregnant si bien qu'en février 1976 à San Francisco, Henry Kissinger, le chef du département d'état américain, n'hésite pas à faire renaître le fantôme de la guerre froide et la politique de « containment »<sup>2</sup>. Cette volonté d'expansion s'appuie d'abord sur une forte présence navale : le désir de contrôler l'accès aux mers chaudes est un souci qui préoccupait déjà les tsars au dix-neuvième siècle. L'URSS, après avoir fait d'abord porter l'essentiel de ses efforts le long des deux péninsules du Golfe et de la Mer Rouge, renforce sa position dans l'Océan Indien vers 1967 à partir de trois points d'appui : l'Irak, le Yémen du sud et la Somalie où elle a obtenu une base à Berbera. Celle-ci sera, à l'apogée de la puissance russe, la plus grande base navale en dehors de l'URSS. Elle permet avec Aden de contrôler le détroit de Bab El Mendeb et donc une bonne partie du trafic pétrolier du Moyen-Orient.

---

<sup>1</sup> COUBBA Ali, *Djibouti une nation en otage*, Paris, l'Harmattan, 1992, p111

<sup>2</sup> ZORZA Viktor, « Kissinger : s'il le faut ce sera la guerre froide », *Paris-Match*, 12-19 février 1976

Ensuite, la Somalie bénéficie de millions de dollars en matériels de toute nature. Grâce à l'aide soviétique incarnée par la présence de plus de 6000 conseillers, l'armée somalienne a quadruplé dans les années 1970. Enfin, en 1974, l'URSS et la Somalie signent un traité d'amitié à des fins purement défensives<sup>1</sup>. Si l'URSS n'est pas directement impliquée dans les tensions entre la France et la Somalie, sa seule présence aux côtés de cette dernière a un effet dissuasif. Elle tente également de calmer les ardeurs belliqueuses de son protégé. En effet, elle a tout intérêt à ce que ce pays qui héberge sa flotte soit stable et ne se lance pas dans des aventures belliqueuses inconsidérées qui pourraient l'entraîner à son tour dans un conflit qu'elle ne souhaite pas. L'on verra par la suite que la Somalie ne tiendra pas compte de cet avis et perdra progressivement l'appui soviétique.

### 1.1.2.3) Les médiateurs

Dès le début de la crise, quatre pays offrent leur médiation « en coulisse » et dissuadent les deux parties de croiser le fer au Conseil de sécurité. Il s'agit de la Roumanie, du Guyana, de la Tanzanie et du Bénin. Un pays arabe de première importance, en l'occurrence l'Égypte, offre sa médiation de façon officielle le 11 février au sein des Nations-Unies pour désamorcer le conflit entre les deux pays. Grâce à son entremise, la France et la Somalie acceptent le principe d'ouvrir des discussions sérieuses concernant l'avenir du Territoire français des Afars et des Issas. Il existe également des médiateurs plus officieux. L'intervention de l'Ouganda dont le président, le maréchal Idi Amin Dada est à l'époque président en exercice de l'OUA, a servi à enrayer la crise.

Si l'action des États est primordiale, le poids des acteurs non étatiques a aussi son importance car ceux-ci agissent directement sur les décisions des États.

### 1.2) Les acteurs non étatiques

Les acteurs non étatiques comprennent les organisations internationales à vocation mondiale (ONU) et régionale (OUA, Ligue arabe) mais également les opinions publiques représentées partiellement dans cette crise par les mouvements de libération, les partis politiques et la presse. Or dans la définition des acteurs potentiels d'une crise, Brecher n'évoque pas les opinions publiques, qui ont une importance notable dans la mesure où elles peuvent relayer ou

---

<sup>1</sup> REMNEK Richard, « The Horn of Africa : retrospect and prospect », *Strategic review*, automne 1990, p 41

constituer des mouvement de pression sur les gouvernements et partant, participer au mécanisme interne de la crise. Les acteurs non étatiques auront permis d'élargir le champ d'application de cette petite crise et lui donner un rayonnement mondial en soulevant le problème de la décolonisation.

### 1.2.1) Les organisations internationales

L'ONU a servi de médiateur afin d'éviter une montée aux extrêmes. L'OUA et la Ligue arabe ont un comportement ambivalent : elles prennent officiellement fait et cause pour la Somalie, privilégiant ainsi la solidarité régionale mais s'efforcent officieusement de la faire renoncer à poursuivre la crise.

#### 1.2.1.1) L'organisation des Nations-Unies

La volonté d'autodétermination des peuples a conduit l'Assemblée générale des Nations Unies à adopter, le 14 décembre 1960, une déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514). En vue d'encourager les États à respecter sans réserve la déclaration, l'Assemblée crée la même année un Comité spécial de la décolonisation. Ce n'est pas la première fois que le sort de Djibouti préoccupe le Comité de décolonisation. En 1965, sur intervention de la République de Somalie, la CFS a été inscrite sur la liste des territoires non autonomes. La France estime que cette dernière n'a pas à être incluse dans les territoires colonisés car elle bénéficie d'une autonomie interne (loi-cadre). Cet argument est néanmoins rejeté par le Comité. En décembre 1975, celui-ci invite la France à donner une indépendance inconditionnelle au TFAI, et par la même occasion, somme l'Éthiopie et la Somalie de renoncer à leurs revendications territoriales sur Djibouti.

Durant la crise, l'ONU joue plutôt un rôle de modérateur et met entre parenthèses les recommandations faites à la France. Elle sert tout d'abord de réceptacle aux protestations formulées par les deux pays mais sans se transformer en caisse de résonance. Elle parvient à apaiser les tensions entre les deux pays en facilitant la médiation en son sein. Au total, l'ONU sert à désamorcer la crise en jouant pleinement son rôle traditionnel d'organe de règlement des conflits, et en se montrant relativement impartiale.

### 1.2.1.2) L'Organisation de l'unité africaine

L'OUA est créée le 23 mai 1963 à Addis-Abeba avec la participation de trente-deux gouvernements. Sur la base de la libération de l'Afrique, l'OUA va opérer une véritable ingérence dans les affaires intérieures des colonies ou des Etats. L'alinéa 2 de sa charte reconnaît aux peuples « un droit inaliénable de déterminer leur propre destin ». L'article 2 stipule l'élimination du colonialisme de l'Afrique « sous toutes ses formes ». Quant à l'article 3, il rappelle « le dévouement de l'OUA sans réserve à la cause de l'émancipation totale des territoires africains non encore indépendants ». Cette lutte passe par le soutien aux mouvements de libération nationale conduit par un comité de coordination pour la libération de l'Afrique. Son action n'est pas financière mais uniquement diplomatique en aidant notamment les leaders des mouvements de libération nationale à accéder à la tribune des Nations-Unies. C'est l'OUA qui a décidé notamment de l'installation du FLCS à Mogadiscio.

Concernant le TFAI, l'action de l'ONU est relayée efficacement par l'OUA qui exerce des pressions diplomatiques sur la France. Au sommet de Kampala en 1975, les différents partis politiques du territoire sont invités à s'exprimer. Lors de la crise de Loyada, l'OUA joue un double rôle. Dès le départ, son secrétaire général d'origine ougandaise, William Eteki M'Boumoua, s'en prend violemment à la France déplorant « une inexplicable agression contre le peuple frère de Somalie »<sup>1</sup>. Mais à la longue, l'OUA se montre une alliée de circonstance de la France. En effet, cette organisation connaît les intentions non dissimulées du gouvernement français concernant Djibouti. En outre, la France est une alliée fidèle des pays africains au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et des instances internationales. Il s'agit pour l'OUA de ne pas s'aliéner les bonnes volontés de ce partenaire de poids. Monsieur M'Boumoua n'appartient pas à l'Afrique francophone et a donc une réaction qui ne satisfait pas les « pays du champ » qui le lui font savoir par la voix de Léopold Sedar Senghor. Enfin, la Somalie n'est pas un modèle de démocratie. Jouant à la fois sur son appartenance à la Ligue Arabe et à l'OUA, elle agace d'autant plus qu'elle ne semble pas accepter le principe d'intangibilité des frontières reconnu par l'OUA. Toutes ces raisons poussent l'organisation à prendre timidement fait et cause pour la France en coulisses.

---

<sup>1</sup> « Djibouti : la Somalie rejette sur Paris la responsabilité des incidents », *Le Monde*, 07 février 1976

### 1.2.1.3) La Ligue arabe

Créée en 1945, la Ligue des Etats arabes est la seule institution représentative de l'ensemble de la « nation arabe ». A l'origine, elle comptait sept Etats. Cimentée à sa création par l'hostilité à Israël, elle doit prendre en compte les divisions du monde arabe notamment lors de la crise de Suez. Entre 1960 et 1973, la Ligue arabe ne joue donc qu'un rôle effacé.

Le 28 avril 1975, le Conseil de la Ligue arabe se prononce pour l'indépendance du TFAI. Trois mois après, à la sixième conférence islamique des ministres réunis à Djeddah, les pays musulmans demandent à la puissance française de garantir l'auto-détermination du TFAI.

La Somalie est le seul Etat africain appartenant à la Ligue. Cette organisation soutient dès le début de la crise ce pays et à travers lui l'indépendance de Djibouti, ambitionnant d'incorporer le futur état indépendant au sein de son organisation. Tout comme l'OUA, la Ligue aura un rôle ambivalent : elle profite de l'incident de Loyada pour accentuer officiellement ses pressions à l'égard de la France mais s'emploie par la suite à désamorcer le conflit. En effet, les Etats arabes n'oublient pas le soutien apporté par la France au règlement de la question palestinienne. Par l'entremise de l'Egypte que nous avons évoquée plus haut, la Ligue se désolidarise progressivement de la Somalie qui de plus a abandonné la langue arabe et se montre un partenaire peu docile. Elle préfère conforter ses liens d'amitié avec la France.

### 1.2.2) Les mouvements de libération

Le Front de Libération de la Côte des Somalis a eu une action de déclencheur du conflit, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance a plutôt joué le rôle de modérateur.

#### 1.2.2.1) Le Front de Libération de la Côte des Somalis

Directement impliqué dans la crise, puisqu'il est à l'origine de l'enlèvement des enfants français, le FLCS peut être considéré comme un mouvement de libération « jusqu'au boutiste ». Installé en Somalie depuis 1963, il est la plus ancienne organisation de libération du territoire. Sa revendication principale est l'indépendance totale du TFAI. Constitué de Somalis Issas, il ne cache pas que l'auto-détermination doit conduire au rattachement du territoire à la mère-patrie. Néanmoins, le Front ne dispose que d'une marge de manœuvre

limitée. La Somalie dicte elle-même sa politique. Mogadiscio ne tolère aucune initiative de la part des dirigeants du mouvement, qu'elle nomme et destitue à sa guise.

En fait, le FLCS est victime d'une part de son absence physique sur le territoire djiboutien et d'autre part de l'inquisition menée par l'Etat somalien. Il en est donc réduit à mener des actions terroristes spectaculaires pour se faire connaître et respecter par les populations locales. En outre il ne communique que partiellement, l'essentiel des messages étant véhiculé par les autorités somaliennes. Ces deux traits sont prégnants lors de la crise de Loyada où le FLCS use d'une logique de fuite en avant sans être vraiment convaincant sur les raisons de son action. Ses revendications violentes voire cruelles (« nous n'avons pas d'autres choix que de faire verser du sang et nous sommes prêts à sacrifier cent autochtones pour un français »<sup>1</sup>) le discréditent auprès des populations locales et son message apparaît décalé par rapport aux aspirations des autochtones et surtout à la volonté de conciliation française.

Condamné à demeurer dans une logique terroriste, le FLCS doit léguer son patrimoine politique à la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (LPAI).

#### 1.2.2.2) La Ligue populaire africaine pour l'indépendance

Ce parti politique voit le jour en 1973 et a la particularité d'être issu de deux mouvements : l'un afar et l'autre issa. Le premier souci de ses leaders est de dépasser les clivages tribaux. Dans un territoire marqué par les divisions ethniques, la démarche est révolutionnaire. Il se prononce ouvertement pour l'autodétermination le 14 novembre 1974. Peu à peu, il s'impose comme une formation politique crédible et structurée, quadrillant par ses nombreuses permanences les quartiers de Djibouti. L'absence d'un nationalisme virulent, l'adoption d'un langage modéré et le passé de ses leaders facilitent son expansion.

Cette volonté d'apparaître comme respectable sera manifeste tout au long de la crise. Tout en maintenant une certaine fermeté dans ses revendications, la LPAI reste mesurée dans son soutien aux terroristes. Elle prend également ses distances avec la Somalie et s'impose comme un interlocuteur valable. La crise de Loyada aura assurément servi la cause de ce parti qui acquiert une véritable légitimité au détriment du FLCS.

---

<sup>1</sup> « L'épilogue de la prise d'otage à Djibouti », *Le Monde*, 05 février 1976

### 1.2.3) L'opinion publique française

Lors de la crise, l'action des partis politiques et des médias français respecte le sempiternel clivage gauche-droite. Les partis via leurs organes de presse utilisent la crise pour fustiger l'action du gouvernement ou au contraire pour la justifier. La gauche exerce des pressions très fortes à l'encontre de la majorité en place. Faisant abstraction de l'enlèvement des enfants, elle dénonce le comportement néo-colonial de la France et encourage le gouvernement à donner à Djibouti une indépendance immédiate, oubliant trop souvent les réalités géopolitiques de la Corne de l'Afrique et les visées expansionnistes de la Somalie. *L'Humanité* au nom du Parti communiste français (PCF) titre à ce propos : « On veut faire aujourd'hui de la Somalie le bouc émissaire pour justifier non seulement la présence mais le renforcement de la base française à Djibouti. On ne résoudra pas les réalités locales par la force, à moins de prendre le risque de s'engager dans une nouvelle guerre coloniale »<sup>1</sup>. Pour les partis de gauche, la crise est imputable à la France qui n'a pas compris les aspirations du peuple djiboutien et qui en outre, agresse la Somalie. Ils réclament une indépendance immédiate du TFAI.

A droite au contraire, les responsables politiques via leurs médias se concentrent davantage sur l'acte terroriste et sur sa gravité. *L'Aurore* titre que « pour faire valoir leurs revendications territoriales, les Somaliens ont atteint les sommets dans la lâcheté »<sup>2</sup>. Ils s'efforcent également de justifier la prudence du gouvernement concernant le processus de décolonisation : « la France ne veut pas laisser un bain de sang derrière elle »<sup>3</sup>. *La Lettre de la Nation*, voix du Rassemblement pour la république (RPR), dénonce les prises de position du PCF et son alignement sur l'URSS : «... il est vrai que la Somalie est devenue une véritable base soviétique et que le PCF ne sait rien refuser aux amis de ses amis »<sup>4</sup>. Les partis politiques sont donc bien des acteurs de la crise en essayant de faire pression sur le gouvernement ou de justifier son action via les déclarations des hommes politiques ou leurs organes de presse.

Durant toute la durée de la crise, la presse a un rôle d'amplificateur de l'événement. On note d'ailleurs une gradation dans les titres des journaux marquant l'escalade de la tension entre les deux pays. Le 06 février, *le Monde* titre à la une de son journal « la tension persiste entre la

---

<sup>1</sup> LAMBOTTE Robert, « une nouvelle guerre coloniale », *L'Humanité*, 06 février 1976

<sup>2</sup> FAURE Roland, « le crescendo de l'horreur », *L'Aurore*, 08 février 1976

<sup>3</sup> LISCIA Richard, « des normes falsifiées », *Le Quotidien de Paris*, 08 février 1976

<sup>4</sup> « Le PCF oublie les couleurs de la France », *la Lettre de la Nation*, 07 février 1976

France et la Somalie ». Le 08 février, le même journal évoque cette fois « la crise entre Paris et Mogadiscio ». Enfin le 12, malgré une baisse de la tension perceptible entre les deux capitales, *Le Monde* dénonce « une situation inextricable ». D'autres médias vont plus loin en dramatisant à l'extrême. Ainsi *l'Humanité* titre le 06 février « une nouvelle guerre coloniale ». La perception des médias, inévitablement partisane ne correspond que partiellement à la réalité et ne fait qu'ajouter à la confusion sur place en révélant des informations souvent infondées. Le 05 février, *le Monde* titre « une concentration massive de troupes somaliennes à la frontière » et deux jours plus tard, il dément ces affirmations non vérifiées. Le spectaculaire, le sensationnel, l'exclusivité, lots communs des médias sont omniprésents au cours de cette crise. Ces procédés sont d'autant plus utilisés que Djibouti est loin de la métropole et que l'opinion ne peut pas vérifier les informations. Malgré les titres tapageurs des quotidiens, le sort de Djibouti et le conflit larvé entre la France et la Somalie intéressent peu les Français dont les préoccupations concernent plutôt les problèmes de politique intérieure. Si bien que dix jours après le début de l'événement les tensions franco-somaliennes ont pratiquement disparu du paysage audio-visuel.

Au terme de cette première partie, on peut conclure qu'il existe au sein d'une crise, des éléments modérateurs ou stabilisateurs et des acteurs déclencheurs ou/et amplificateurs de tensions. Le comportement de chacun dépend de ses intérêts propres. Si elles sont liées à la Somalie, l'OUA, la Ligue arabe voire l'URSS privilégient avant tout les équilibres internationaux et tiennent à ménager la France. Au sein de la crise il y a donc coexistence d'une vision morale des relations internationales (c'est le jeu de façade) et d'une « Realpolitik » (c'est le jeu souterrain). Les acteurs internationaux ne sont pas dupes du comportement de la Somalie et de son entêtement « jusqu'au boutiste ». Ils vont œuvrer selon leurs intérêts pour désamorcer au plus vite la crise, ce qui expliquera sa brièveté.

## DEUXIEME PARTIE : LA BRIEVETE DE LA CRISE

La crise de Loyada ne dure pas plus de quinze jours. Cet événement est marqué par sa brièveté dans le temps mais également par son manque d'épaisseur. Les motifs sérieux des tensions diplomatiques entre la France et la Somalie sont difficilement discernables. La communauté internationale va donc tout entreprendre pour minimiser et désamorcer au plus vite la crise. Nous détaillerons dans un premier temps, selon la grille de Brecher, le déroulement brut de la crise que l'on peut qualifier de classique, puis nous montrerons qu'elle fut avant tout une « crise-éclair » sans enjeux, enfin nous concentrerons notre propos sur la description des mécanismes et des réactions d'urgence en Somalie et en France, qui peuvent également expliquer la rapidité de la crise.

### 2.1) Le déroulement « brut » : une crise apparemment classique

Michael Brecher décrit dans son livre *a study of crisis*<sup>1</sup> les différentes phases qui caractérisent une crise : tout d'abord, la crise en elle-même est précédée par une phase préliminaire de tensions qu'il appelle « pré-crise ». La rupture des relations entre les Etats et le déclenchement de la crise sont habituellement marqués par un acte ou un événement suivi d'une phase d'escalade (« escalation »), c'est la deuxième phase. Cette ascension aux extrêmes décroît progressivement suite aux actions intentées par les Etats ou grâce aux médiations internationales et conduit normalement à la fin de crise, c'est la phase de désescalade (« de-escalation »). La quatrième et dernière phase est l'après-crise (« post-crisis »), caractérisée par les conséquences induites par les événements précédents. Cette structure que nous définirons comme classique peut être globalement appliquée à la crise de Loyada.

#### 2.1.1) La pré-crise

La situation s'est durcie entre la France et la Somalie depuis le mois de mars 1975. Le 23 mars, un commando du FLCS prend en otage l'ambassadeur de France à Mogadiscio. La France accède aux exigences des ravisseurs (versement d'une rançon, libération de

---

<sup>1</sup> BRECHER Michaël, WILKENFELD Jonathan, *op. cit.*, pp 10-17

prisonniers politiques) dont le succès est total. Néanmoins, le rôle de la Somalie dans le soutien aux ravisseurs est dénoncé par la France. La tension diplomatique est extrême.

En outre, dès le début de l'année 1976, de violents affrontements opposent à Djibouti Afars pro-français et Issas soutenus par la Somalie. Les troupes françaises mènent des opérations d' « assainissement urbain ». Le 03 janvier 1976, un gendarme est assassiné et les autorités françaises décrètent le couvre-feu dans la ville. Le 02 février une vaste opération de police est menée contre les activistes du FLCS. Le journal *Le Monde* titre dès le 02 février de façon prémonitoire que « la France par ses actions quotidiennes risque de pousser de nombreux jeunes à rejoindre le FLCS, partisan de la lutte armée. Cette attitude pourrait susciter des incidents que la Somalie souhaite peut-être »<sup>1</sup>. Le même jour, le ministre éthiopien des affaires étrangères, revenant d'une réunion du comité de libération de l'OUA à Lourenço-Marques consacrée en partie au problème de Djibouti, explique que l'Ethiopie et le Kenya « ont des raisons d'être inquiètes de la Somalie, car celle-ci s'est armée au-delà de ses besoins légitimes de défense »<sup>2</sup>. C'est dans ce contexte très tendu que la rupture va intervenir.

## 2.1.2) La crise

### 2.1.2.1) La rupture

Le 03 février, à 07 heures, quatre terroristes armés se réclamant du FLCS s'emparent d'un bus de ramassage scolaire transportant trente enfants de six à douze ans. Les ravisseurs obligent le chauffeur à se diriger vers la Somalie. Arrivé à dix mètres de la frontière, le car s'immobilise parallèlement à la ligne frontalière. Les terroristes font alors connaître leurs conditions pour la libération des enfants : abolition du système colonial, libération des détenus politiques, indépendance sans condition du territoire et annulation du référendum prévu sur l'autodétermination.

---

<sup>1</sup> DETHOMAS Bruno, « Les opérations de police affaiblissent la position de M. Ali Aref », *Le Monde*, 01-02 février 1976

<sup>2</sup> *Ibid.*

### 2.1.2.2) L'escalade

D'emblée, les négociations s'avèrent extrêmement difficiles. La mauvaise volonté des dirigeants somaliens est évidente. Les autorités françaises sont disposées à laisser les terroristes passer en territoire somalien à condition qu'ils relâchent les enfants. Les ravisseurs refusent cette offre. Ils sont en outre renforcés par des éléments provenant de Somalie qui montent également la garde autour du car. Dans l'après-midi du 04 février, la situation des enfants devient dramatique et leur vie paraît gravement menacée par le comportement des terroristes. Un dispositif militaire est mis en place autour du car. Une opération de force est décidée. Elle a lieu vers 16h00 avec le concours des tireurs d'élite du GIGN. Cinq terroristes sont abattus simultanément. Un sixième terroriste surgit du poste frontière somalien et tire une rafale sur les enfants. Il en tue un et en blesse cinq autres, avant d'être abattu par les militaires français. Dans les secondes suivantes, deux armes automatiques entrent en action à partir du territoire somalien ainsi que plusieurs tireurs installés sur le balcon du poste frontière. Deux militaires français sont touchés mortellement. Les forces françaises ripostent et tuent une dizaine de militaires dans le camp adverse. Cependant un enfant est emmené de l'autre côté de la frontière et gardé en otage en Somalie. L'affrontement militaire est terminé, débute alors la crise diplomatique.

Dès le 04 février après-midi, Paris saisit le conseil de sécurité de l'ONU d'une plainte contre les Somaliens, accusés d'« avoir pris ses forces sous un tir d'armes lourdes »<sup>1</sup>. Mogadiscio dépose également une plainte assurant que « plusieurs civils et policiers ont été tués, des troupes françaises appuyées par des chars ayant attaqué une ville frontière somalienne »<sup>2</sup>. Les deux pays rejettent l'un sur l'autre la responsabilité des événements. La Somalie concentre quelques troupes à la frontière du TFAI, tandis que la France envoie également des renforts. Jusqu'au 07 février, la tension tant sur le terrain que sur la scène diplomatique est extrême. Le 06 février, le président Siad Barre fustige l'agression de la France, qui a « préféré l'agression et le sang à notre amitié »<sup>3</sup>. En outre, il se montre très actif sur la scène diplomatique puisqu'il invite l'ONU, l'OUA et la Ligue arabe à envoyer des observateurs à Loyada pour y constater « les atrocités commises par les troupes coloniales françaises »<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> JOULIN Jean-Pierre, « Une guerre d'un quart d'heure », *Le Monde*, 06 février 1976

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> « Le gouvernement somalien n'a pas envoyé de renforts à la frontière », *Le Monde*, 07 février 1976

<sup>4</sup> *Ibid.*

### 2.1.3) La fin de crise

#### 2.1.3.1) La désescalade

A partir du 07 février, les tensions commencent à décroître. D'abord l'enfant retenu en otage est libéré et remis à l'ambassadeur de France à Mogadiscio. Sa libération se déroule de façon solennelle, en présence du ministre somalien des affaires étrangères. Devant cette issue heureuse, le haut commissaire à Djibouti annonce qu'il est « décidé à aller vers la voie de l'apaisement en levant notamment certaines dispositions aux frontières »<sup>1</sup>. Sur le plan diplomatique, la France est désireuse de ne pas envenimer le conflit à la différence de la Somalie qui poursuit ses attaques verbales. Le 11 février les parties expriment le désir de « décrocher sans pour autant perdre la face »<sup>2</sup>. Enfin les déclarations du gouvernement français ré-affirmant son désir de mener Djibouti à l'indépendance montrent la bonne volonté de la France.

#### 2.1.3.2) La fin

La crise diplomatique connaît encore quelques soubresauts notamment le 18 février, date à laquelle le journal *Le Monde* titre « Passe d'armes entre Paris et Mogadiscio au Conseil de sécurité ». Le délégué somalien attaque violemment le représentant français sur l'incident de Loyada. La séance est cependant ajournée *sine die* et l'Egypte offre alors de proroger sa médiation pour désamorcer le conflit. A partir de cette date, les tensions entre la France et la Somalie ne seront plus perceptibles et l'on peut affirmer que la crise de Loyada s'achève le 18 février soit deux semaines après son déclenchement.

#### 2.1.4) La post-crise

La crise de Loyada a des conséquences de trois ordres que nous détaillerons dans la troisième partie de l'étude.

---

<sup>1</sup> LISCIA Richard, « Des normes falsifiées », *Le Quotidien de Paris*, 08 février 1976

<sup>2</sup> « La tension dans le territoire des Afars et des Issas », *Le Monde*, 12 février 1976

## 2.2) Une crise éclair

La crise de Loyada est marquée par sa brièveté tant d'un point de vue militaire que diplomatique. Le dénouement rapide marque la volonté des acteurs extérieurs à la crise de ne pas envenimer les relations entre les protagonistes dans une région (la Corne de l'Afrique) où les risques d'affrontement et d'enlèvement ne manquent pas.

### 2.2.1) Une crise militaire qui ne s'enlise pas

#### 2.2.1.1) « une guerre d'un quart d'heure »

Le journal *Le Monde* utilise pour la première fois cette expression dans son édition du 06 février 1976 pour qualifier la crise militaire entre la France et la Somalie. Le 04 février à 15h45, les tireurs du GIGN ouvrent le feu sur les terroristes. Cela déclenche un échange de tirs avec les forces somaliennes. Les coups de feu stoppent vers 16H00. Le conflit ne s'étend pas localement pour plusieurs raisons :

- Le rapport de force ponctuel est en faveur des forces françaises. Le général Brasard, commandant des forces stationnées à Djibouti, a d'emblée placé un dispositif important tout autour du car qui appuie les neuf tireurs d'élite du GIGN dépêchés le matin même de Paris. Trois régiments sont postés le long de la frontière, dotés de moyens blindés lourds, d'artillerie, et appuyés par une dizaine d'avions de combat et d'hélicoptères d'attaque en alerte sur la base de Djibouti. Les forces somaliennes sont peu nombreuses, leur effectif s'élève à une compagnie. Leur armement se résume à quelques fusils et mitrailleuses lourdes.

- La discipline mais également la détermination des éléments français expliquent aussi la brièveté de la crise militaire. La prise en otage d'enfants est tellement insupportable que le gouvernement français se refuse à céder aux conditions inacceptables des ravisseurs. Avec l'échec des négociations et la mauvaise volonté de la Somalie à coopérer, les autorités décident de répondre à la violence par la violence mais de façon limitée et maîtrisée. Seuls les ravisseurs doivent être mis en état de nuire. En revanche les soldats somaliens qui offrent une aide logistique aux ravisseurs sont nerveux devant le dispositif mis en place. C'est par peur et de façon désordonnée qu'ils ripostent aux tirs du GIGN.

- Enfin, après l'incident de Loyada, la montée en puissance et le renforcement du dispositif français à Djibouti sont sans précédent : aux effectifs déjà présents (6000 hommes), viennent s'ajouter environ mille hommes de métropole. A Djibouti, la Marine ne dispose que de trois unités combattantes. Néanmoins au moment de la crise, ces forces navales sont renforcées par une quinzaine d'unités en mission temporaire dans l'Océan indien. De plus un bâtiment de soutien logistique (le Rhône) et deux sous-marins d'attaque basés à Lorient appareillent dès le 06 février pour une mission de quatre mois dans l'Océan indien. A partir du 07 février, les forces françaises présentes sur le TFAI ou à proximité s'élèvent à plus de 10 000 hommes.

Les forces armées somaliennes sont plus nombreuses que les forces françaises présentes à Djibouti. Elles comptent à l'époque plus de 28 000 hommes, 250 chars et pièces d'artillerie et une cinquantaine d'avions. Néanmoins, elles sont dispersées aux frontières du Kenya et de l'Ethiopie. Lors de la crise, on assiste à quelques mouvements de troupes provenant de l'Ogaden, mais la montée en puissance des forces somaliennes est limitée (environ 200 hommes). Les moyens de transport militaires sont presque inexistants et les infrastructures routières en partie délabrées. Par ailleurs, la logistique somalienne est déplorable et tributaire des Soviétiques basés à Berbera (soit à 300 kilomètres). Les moyens et la détermination déployés par la France et la relative faiblesse militaire de la Somalie ont fait renoncer cette dernière à aller plus loin dans l'engagement.

#### 2.2.1.2) Des considérations plus réalistes

Outre les raisons purement techniques énoncées plus haut, d'autres considérations expliquent également la brièveté du conflit militaire.

A cette époque, la France connaît quelques problèmes intérieurs surtout en matière économique. L'inflation et la fluctuation de la monnaie préoccupent plus qu'un lointain engagement dans la Corne de l'Afrique. La France ne tient pas à s'engager dans un conflit à 5000 kilomètres de la métropole qui n'obtiendrait pas le soutien de la population. Elle préfère utiliser la dissuasion conventionnelle en massant des troupes le long de la frontière plutôt que d'envisager un conflit armé avec la Somalie qui pourrait entraîner une réaction soviétique. Enfin et surtout, les motifs de faire la guerre avec la Somalie sont peu pertinents et les enjeux difficiles à cerner. L'erreur de la Somalie est certes d'avoir soutenu un mouvement sécessionniste ayant agi en territoire français. Mais il n'y a pas eu d'invasion, ni même

d'escamourches somaliennes sur le sol djiboutien. L'intégrité territoriale n'a donc pas été violée. Bien plus, la France n'a aucune visée annexionniste sur la Somalie et souhaite seulement conduire Djibouti à l'indépendance selon ses conditions. En somme des motifs sérieux pour faire la guerre n'existent pas. La France préfère en rester à cette « guerre d'un quart d'heure ».

Quant à la Somalie, elle n'a pas les moyens de ses ambitions face à la France. Elle est à cette époque persuadée que son effort sera plus payant au Kenya ou en Ethiopie. D'ailleurs, suite à l'incident de Loyada, les réactions de ces deux pays ne se font pas attendre. Dès le 07 février, l'ambassadeur d'Ethiopie au Kenya condamne les « visées expansionnistes de Mogadiscio »<sup>1</sup> et déclare notamment : « La Somalie est en train de s'armer jusqu'aux dents, bien au-delà des besoins de sa défense, afin de faire aboutir par la force ses revendications sur les territoires voisins »<sup>2</sup>. En fait, la Somalie, via le FLCS, a voulu pousser le gouvernement français à se dévoiler complètement sur l'avenir de Djibouti, espérant en retirer quelques bénéfices. Le président Siad Barre ne peut rien tenter militairement, il va porter la crise sur le terrain diplomatique.

## 2.2.2) Une gesticulation diplomatique improductive

### 2.2.2.1) Le « cavalier seul » somalien

Convaincue que le conflit militaire est vain, la Somalie se montre très active dans le domaine diplomatique. Elle place le différend à un niveau plus global d'affrontement nord/sud en évoquant l'attitude colonisatrice de la France mais évince ses responsabilités militaires sur le terrain. Par ce discours, elle tente de rallier les sympathies de ses alliés du tiers-monde et des organisations internationales. Bien plus, elle se fait le porte-parole du futur Etat djiboutien. Dès le 05 février, les autorités somaliennes adressent un télégramme au Maréchal Amin Dada, président en exercice de l'OUA dans lequel elles demandent une intervention de cette organisation, « permettant au peuple du TFAI d'obtenir une indépendance authentique actuellement menacée »<sup>3</sup>. Le 07 février, Siad Barre assure que son pays ne veut pas obtenir le

---

<sup>1</sup> « La crise entre Paris et Mogadiscio », *Le Monde*, 08-09 février 1976

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> « La France demande au Conseil de sécurité d'examiner le grave incident de Loyada », *Le Monde*, 06 février 1976

TFAI pas la force et qu'il ne l'envahira pas<sup>1</sup>. Il rassure ainsi les observateurs qui auraient pu avoir des doutes sur les intentions somaliennes. Le 08 février, tout en libérant l'enfant retenu en otage, la Somalie maintient sa dénonciation de l'« agression haineuse de Loyada »<sup>2</sup>. A partir du 11 février, elle semble disposer à contrecœur à vouloir apaiser ses tensions avec la France. Malgré une volte-face le 18 février qui restera lettre morte, la crise ne se prolongera pas.

Au début des événements, la Somalie est soutenue par les organisations internationales et les Etats amis qui condamnent unanimement la France. Mais après quelques jours, ces mêmes organisations ne sont plus réceptives au discours anti-français. La responsabilité de la France dans le déclenchement de la crise n'est pas établie par la mission de l'ONU envoyée sur place à la demande de l'Etat somalien. En outre l'attitude de la Somalie dans la région n'est pas exempte de reproches. Le thème fédérateur de la « Grande Somalie » est encore brandi par Siad Barre. D'ailleurs les concentrations de troupes le long de l'Ogaden ou du « Northern Frontier District » ne plaident pas en sa faveur. Enfin, Barre est un dictateur sanguinaire peu fréquentable. Dans la région, la Somalie est davantage un élément perturbateur que stabilisateur.

Les Somaliens reçoivent à partir du 11 février des conseils de modération de la part des Soviétiques qui, après leur succès en Angola, ne tiennent pas à allumer un nouveau foyer d'incendie en Afrique. De son côté, la Ligue arabe veut ménager la France qui, confie un diplomate syrien, « a joué un rôle extraordinaire en ce qui concerne les Palestiniens et la cause arabe »<sup>3</sup>. Enfin l'OUA ne souhaite pas accroître la tension entre la France et les pays africains pour les raisons énoncées plus haut, mais également en raison de la conférence nord-sud qui doit avoir lieu à Paris en mars 1976.

#### 2.2.2.2) La modération française

Durant toute la phase diplomatique, la France essaie de désamorcer la crise. Elle répond aux attaques somaliennes en ré-affirmant qu'elle souhaite conduire Djibouti à l'auto-détermination mais sous certaines conditions. Elle souligne qu'elle a agi à Loyada selon les

---

<sup>1</sup> « La crise entre Paris et Mogadiscio », *op.cit.*

<sup>2</sup> « La Somalie maintient sa dénonciation de l'agression haineuse de Loyada », *Le Monde*, 10 février 1976

<sup>3</sup> « Vers la fin de la crise », *Le Figaro*, 13 février 1976

règles du droit international (légitime défense). Elle fait preuve de transparence et de bonne volonté, invitant elle aussi les observateurs internationaux à venir se rendre compte de ce qu'il s'est exactement passé<sup>1</sup>. A l'ONU, les agressions verbales et les déclarations souvent outrancières proviennent presque exclusivement de la Somalie.

La métropole est en effet en situation délicate à l'ONU à cause de Mayotte. La crise de Loyada complique encore la position française. Le 07 février, une résolution du Conseil de sécurité demande à la France de renoncer à tenir un référendum à Mayotte le 08 février et de respecter l'intégrité territoriale de l'Etat comorien<sup>2</sup>. Cette résolution ne peut être adoptée en raison du veto français et ce malgré onze votes positifs et trois abstentions. La France est seule. Elle ne tient donc pas à prolonger la crise avec la Somalie afin de ne pas ajouter un second sujet de discorde avec les pays africains.

Au total, tout milite pour que la crise diplomatique ne s'étende pas car elle survient dans un contexte international agité et ne peut qu'aggraver les tensions nord-sud qui existent déjà. Mais ce qui fait également la singularité de cette crise, c'est qu'elle oppose des pays dont les modes de réactions sont complètement différents, dont la maturité et le système politiques n'ont rien à voir.

### 2.3) Rationalité et irrationalité des mécanismes et décisions d'urgence

La Somalie déclenche la crise mais face à la violence de la réaction française, elle reste paralysée par des mécanismes d'urgence défectueux voire inexistants. Prise au dépourvu, elle réagit de façon que l'on peut juger irrationnelle dans les domaines militaire, politique et diplomatique.

#### 2.3.1) Au plan militaire

Dans le système français, le militaire est aux ordres du politique. C'est le président Giscard d'Estaing qui prend la décision ultime de donner l'assaut, mais l'Etat-major des Armées à

---

<sup>1</sup> « La délégation française a remis au Conseil de sécurité un récit détaillé du drame de Loyada », *Le Monde*, 13 février 1976

<sup>2</sup> WINITZER Louis, « La France devra user de son veto au Conseil de sécurité », *Le Monde*, 07 février 1976

Paris a déjà anticipé le renforcement sur le terrain. Nous l'avons décrit dans le paragraphe précédent, la réaction française est immédiate puisque le GIGN arrive sur le sol djiboutien environ quatorze heures après le début de la prise d'otages et les renforts finissent de débarquer trente six heures après le déclenchement de la crise. Sur le terrain, le général Brasart dispose de toute latitude pour mener l'opération. C'est lui qui décide de la riposte contre les tirs somaliens et la non-poursuite de l'affrontement. Par ailleurs, les forces françaises sur le terrain laissent en permanence une porte de sortie aux ravisseurs puisque des négociations pour la libération des enfants sont menées dès le début de la crise. L'opération a été, selon les responsables militaires, « montée de main de maître »<sup>1</sup>. La rapidité de la prise de décision française prouve que ce pays est rompu aux interventions d'urgence<sup>2</sup>. Elle montre également que la notion de subsidiarité, nécessaire dans un Etat démocratique, a été respectée sans conflit d'intérêts.

En revanche, la réaction d'urgence militaire somalienne est inexistante. Si dès le départ, il est avéré que le gouvernement somalien a appuyé la prise d'otages fomentée par le FLCS<sup>3</sup>, il semble qu'il ait été ensuite dépassé par les événements. Les militaires présents à la frontière pour appuyer les terroristes n'ont été renforcés ni le 03, ni le 04 février. Ils n'ont reçu aucune consigne concernant la gestion de la crise. La notion d'anticipation voire de planification a fait défaut au niveau de l'état-major somalien, qui n'a pas évalué les conséquences que provoquerait cet enlèvement.

En privilégiant une approche culturaliste appliquée à la science militaire, on peut conclure que la réaction française est rationnelle voire cartésienne et correspond à la culture militaire nationale. La confusion somalienne se plie plutôt à cette habitude africaine de ne pas se projeter dans le futur et de vivre les événements au jour le jour. Au total, cette coexistence d'ordre français et d'anarchie somalienne dans la réaction militaire d'urgence a sûrement permis que la crise militaire ne s'aggrave pas. L'asymétrie des forces, de la volonté et des moyens entre Français et Somaliens a dissuadé ces derniers d'aller plus loin.

---

<sup>1</sup> DETHOMAS Bruno, *op.cit.*

<sup>2</sup> Depuis la fin des années 1970, la France est intervenue à maintes reprises au Tchad, en Centrafrique, en Mauritanie pour traiter des problèmes analogues.

<sup>3</sup> COUBBA Ali, *op.cit.*, pp 139-140

### 2.3.2) Au plan politique

Lors de la crise de Loyada, les mécanismes de réaction politique français illustrent toute la maturité d'une vieille démocratie où chacun œuvre selon le vieux principe de subsidiarité. Quelques heures après l'enlèvement, monsieur Stirn réagit le premier, montrant toute la fermeté du gouvernement français à l'égard des ravisseurs mais également sa volonté de vouloir négocier. Au cours de cette intervention, il définit également les devoirs et responsabilités de chacun puisqu'il donne toute initiative au haut-commissaire pour mener les tractations sur le sol djiboutien<sup>1</sup>. D'emblée la chaîne des responsabilités est mise en place au niveau politique. Le président de la République n'intervient pas immédiatement, souhaitant prendre du recul face à l'événement. Il s'exprime officiellement le 04 février en fin d'après-midi après les affrontements, l'incident de Loyada prenant désormais une ampleur internationale. Le président ne ré-apparaîtra plus pendant la crise, laissant le soin aux responsables cités précédemment de gérer les problèmes. Il est à noter que le premier ministre de l'époque, monsieur Barre, est absent de la scène médiatique pendant toute la durée des événements, celui-ci étant plutôt absorbé par les problèmes de politique intérieure. Il délègue la gestion de la crise aux ministres des DOM-TOM et des affaires étrangères. La réaction politique française ne laisse aucune équivoque sur les responsabilités de chacun et privilégie le principe de décentralisation de la décision notamment sur le territoire djiboutien.

La réaction politique somalienne semble confuse bien qu'il faille nuancer ce jugement par le fait que nous ne disposons pas de sources locales. Néanmoins, on peut affirmer qu'entre le 03 et le 06 février, il n'y a aucune réaction officielle internationale d'un dirigeant somalien. Seule l'agence officielle de presse publie un communiqué le 04 février au matin dans lequel elle déclare évasivement que son gouvernement condamne l'enlèvement de Loyada<sup>2</sup>. Ce n'est que le 06 février que le président Siad Barre intervient publiquement au cours d'une manifestation de masse qu'ont organisé ses services à Mogadiscio<sup>3</sup>. Cette démonstration s'inscrit dans la logique du pouvoir autoritaire incarné par Siad Barre : seul le chef communique puisque les organes de presse sont contrôlés par lui. Il puise sa légitimité dans les grands rassemblements de masse. Il distrait ses compatriotes des problèmes quotidiens en prônant l'union sacrée autour de sa personne et du thème fédérateur de la « Grande Somalie ».

---

<sup>1</sup> « 21 enfants sont pris en otage à Djibouti », *Le Monde*, 04 février 1976

<sup>2</sup> « Mogadiscio condamne l'événement », *Le Monde*, 05 février 1976

<sup>3</sup> « La crise entre Paris et Mogadiscio », *op.cit.*

A la maturité des mécanismes politiques français, on peut opposer le centralisme autoritaire somalien dont seul le leader communique.

### 2.3.3) Au plan diplomatique

la France réagit dès le 04 février après-midi en saisissant le Conseil de sécurité par la voix de son ambassadeur. La Somalie dépose une plainte peu de temps après, plus en réaction à la décision française qu'en réelle connaissance de ce qui s'est concrètement passé sur le terrain. Ce n'est que le 06 février que le président Siad Barre invite officiellement la Ligue arabe, l'OUA et l'ONU à venir enquêter sur le terrain pour constater « les effets barbares de l'agression des troupes françaises »<sup>1</sup>.

Sur le plan strictement bilatéral, le ministre des affaires étrangères, monsieur Sauvagnargues, convoque l'ambassadeur de Somalie en France dès le 04 février matin. Celui-ci condamne laconiquement le rapt des enfants en utilisant les mêmes termes que son agence de presse. Il conclue néanmoins son communiqué par un long plaidoyer pour l'indépendance du TFAI. Par ailleurs, le consul de Somalie à Djibouti est d'emblée sollicité par les autorités françaises pour servir d'intermédiaire. Il refuse volontairement de mener une médiation et d'intervenir sur un plan humanitaire pour aider les enfants. Celui-ci accepte néanmoins d'accompagner des émissaires du FLCS en provenance de Somalie qui viennent présenter une liste de conditions aux autorités françaises pour la libération des otages. La condamnation somalienne n'est donc qu'un leurre, le gouvernement ayant déjà pris fait et cause pour les ravisseurs. Ce n'est que le 06 février au matin, concomitamment avec son chef d'état et sur ses instructions, que l'ambassadeur de Somalie à Paris réagit officiellement devant la presse française. Il déclare notamment qu'il a remis une lettre de protestation au ministère des affaires étrangères français concernant l'attaque du village frontalier de Loyada<sup>2</sup>. Dès le début de la crise, le gouvernement français est donc actif au plan diplomatique et tente d'établir un dialogue avec la partie adverse, quitte à ce que le discours somalien se retourne contre elle.

En revanche, au début de la crise, les échanges diplomatiques entre la France et le gouvernement somalien à Mogadiscio sont inexistants. Monsieur Jean Gueury, ambassadeur

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> « Le gouvernement somalien n'a pas envoyé de renforts à la frontière », *Le Monde*, 07 février 1976

de France en Somalie, n'est reçu que le vendredi 06 février par le ministre des affaires étrangères somalien, « ayant cherché sans succès à entrer en contact depuis le début de l'affaire avec le gouvernement de Mogadiscio » selon *Le Monde* du 07 février. Il n'aura plus jamais d'entrevue avec les autorités somaliennes. Que ce soit au sein des organisations internationales ou dans le cadre des relations bilatérales, on note un certain autisme de la part du pouvoir somalien qui refuse tout échange avec les autorités françaises. Celles-ci, au contraire, maintiendront en permanence une porte ouverte pour la négociation afin de désamorcer le conflit. Le 06 février est remarquable à maints égards car c'est à partir de cette date que l'exécutif somalien commence véritablement à communiquer, ce qui dénote une confusion et un défaut de transparence au sein de cet Etat et surtout son inadaptation à traiter une crise grave de façon réactive.

En définitive, la Somalie utilise tous les expédients pour amplifier la crise. la France et les instances internationales l'en dissuadent car les raisons invoquées par le gouvernement somalien sont peu pertinentes. Loyada est un événement complètement artificiel, prémédité par un pays qui n'était pas prêt à assumer les conséquences militaires et diplomatiques d'un tel acte et qui a seulement tenté un « coup de poker ». L'inconsistance de la crise justifie donc sa brièveté et contribue à renforcer son caractère absurde et dénué de toute logique.

## TROISIEME PARTIE : UNE CRISE ABSURDE ?

Cette dernière partie pose le problème de savoir à quoi aura réellement servi cette crise.

Son absurdité qui a déjà été révélée par sa brièveté est encore plus éloquente lorsque l'on analyse la rhétorique somalienne ainsi que les effets postérieurs à la crise. Pour se justifier, la Somalie use d'un discours manipulateur où le bien et le mal (incarné par la France) sont censés s'affronter. Mais cette logique s'avère peu payante et la Somalie perd toute crédibilité et tout soutien international au terme de cet incident.

### 3.1) La dialectique du bien et du mal : « l'arroseur arrosé »

Durant tout le déroulement de la crise, la Somalie joue sur tous les tableaux pour diaboliser la France. Elle utilise de nombreux artifices pour la discréditer mais essuie à chaque tentative un échec cinglant dont sa crédibilité pâtira ensuite. Elle dénonce la France comme l'agresseur, puis comme le vilain colonisateur, enfin elle dramatise la situation en utilisant le mensonge et doit ensuite se rétracter face à la grossièreté de ses arguments. Au total, la Somalie n'en retire aucun avantage et indispose ses appuis au sein de la communauté internationale. A cet effet, l'étude de Michael Brecher mérite d'être complétée dans la mesure où dans sa grille d'analyse il ne prend pas en compte la communication externe des protagonistes. Le discours développé par chaque pays semble être un élément constitutif de la crise servant à amplifier ou à atténuer les tensions et à provoquer l'engagement d'autres acteurs. Les paroles et les idées peuvent devenir des forces matérielles et la Somalie en joue sans parvenir toutefois à ses fins.

#### 3.1.1) Agresseur contre victime

Dès le départ de la crise s'instaure un dialogue de sourd entre les deux pays, chacun rejetant la responsabilité de l'agression sur l'autre. Pour la France, l'agresseur est somalien. Les forces françaises ont essuyé des tirs d'armes automatiques depuis le territoire somalien et ont été obligées de riposter afin d'assurer leur protection et celle des enfants. Elles sont en état de légitime défense. La Somalie dénonce d'emblée « les effets barbares de l'agression des troupes françaises » et rend la France « responsable de toutes les victimes »<sup>1</sup>. Plus tard, l'ambassadeur de Somalie en France évoque une attaque et une destruction par les troupes

---

<sup>1</sup> « Le gouvernement somalien n'a pas envoyé de renforts à la frontière », *op.cit.*

françaises du village de Loyada et déclare que « Mogadiscio a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, avant que le gouvernement français ne le fasse lui-même dans le dessein de se présenter en victime, alors qu'il était devenu agresseur »<sup>1</sup>.

Il y a donc dès le déclenchement de la crise une course contre la montre entre les deux pays pour se présenter aux yeux de la communauté internationale comme la victime, espérant que ce « statut » attirera les sympathies et provoquera la condamnation de l'autre partie. L'utilisation à outrance d'un tel discours par les dirigeants somaliens a influencé le cours de la crise en précipitant la réaction et l'intervention des organisations internationales et régionales et des pays amis ou solidaires de la Somalie. Durant tout le déroulement de la crise, la Somalie poursuit son discours de victimisation, fustigeant notamment le renforcement et la concentration des troupes françaises à la frontière « comme si elles se préparaient à une agression »<sup>2</sup>. Elle maintient sa dénonciation « du massacre perpétré de sang froid et sans aucune provocation préalable par les légionnaires français »<sup>3</sup> et rappelle que la France est « publiquement responsable d'agression »<sup>4</sup>. Néanmoins le 11 février, le discours somalien s'estompe à la suite de la publication officielle du rapport de la commission d'enquête de l'ONU. La Somalie n'ayant pas réussi à réaliser l'union sacrée autour de sa cause préfère abandonner ce discours de victime qui la dessert sur la scène internationale et utilise d'autres moyens pour discréditer la France.

### 3.1.2) Colonialisme contre libération des peuples

La prise d'otage perpétrée par le FLCS s'inscrit contre la présence coloniale française. Dès le 04 février matin, un responsable du mouvement interrogé à Mogadiscio évoque « la destruction de tout le système colonial en place »<sup>5</sup>. De fait l'événement se place dans une logique d'affrontement nord-sud liée à un processus de décolonisation qui ne saurait satisfaire tout le monde. En effet la Somalie ne peut se résoudre à accepter cette indépendance octroyée par la France dont elle ne devrait retirer aucun dividende. Le futur projet français qui souhaite garantir l'intégrité du territoire au sein de la Corne de l'Afrique s'oppose aux desseins somaliens de « Grande Somalie ». Le gouvernement somalien va donc reprendre très

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> « L'épilogue de la prise d'otages à Djibouti », *Le Monde*, 05 février 1976

rapidement le discours du FLCS, s'attribuant du même coup la paternité des revendications indépendantistes. Dès le 06 février le président Siad Barré évoque les atrocités commises par les troupes coloniales françaises et ré-affirme que la Somalie « ne veut que voir accorder à la population de Djibouti le droit à l'autodétermination et la liberté et de choisir son avenir »<sup>1</sup>. Le dialogue de sourd continue cependant les jours suivants puisque la Somalie s'entête à dénoncer le colonialisme et l'impérialisme français. Il semble que l'argument colonial soit le leitmotiv du président Siad Barre pour déstabiliser la France.

Très imaginative, la Somalie pousse la logique plus loin en intégrant la crise dans l'affrontement est-ouest. En effet l'ambassadeur de Somalie à Damas dénonce « un complot mené par la France en consultation avec les Etats-Unis, l'Ethiopie et Israël en vue de créer une base impérialiste à Djibouti »<sup>2</sup>. Dans le même article, l'ambassadeur de Somalie en Tanzanie évoque la présence au large de son pays de « quatorze navires de guerre n'appartenant pas tous à la France ». La diplomatie somalienne utilise tous les expédients pour essayer d'inclure la crise dans un contexte plus global en s'appuyant sur la logique des blocs. Mais la démarche ne fait pas illusion et gêne même l'Union Soviétique qui prend ses distances vis à vis de son dangereux allié.

Paradoxalement la Somalie est elle-même accusée par ses voisins de volonté impérialiste sur la Corne de l'Afrique. L'Ethiopie, par la voix de son ambassadeur au Kenya dénonce le 07 février « les visées expansionnistes de Mogadiscio et la volonté d'ingérence dont elle fait preuve »<sup>3</sup>. Le Kenya n'agit pas autrement quand son gouvernement déclare le 18 février qu'il partage de plus en plus les préoccupations de l'Ethiopie. *Le Monde* du 20-21 février 1976 titre d'ailleurs que « l'incident de Loyada n'a pas contribué à persuader Nairobi que Mogadiscio avait renoncé à reconstituer la Grande Somalie ». Le discours anti-colonialiste somalien ne provoque pas l'adhésion de la communauté internationale en raison de son peu de crédibilité. Il se retourne même contre lui, le pourfendeur du colonialisme français étant à son tour taxé d'impérialisme dans la Corne de l'Afrique.

---

<sup>1</sup> « La crise entre Paris et Mogadiscio », *op.cit.*

<sup>2</sup> « L'Ethiopie dénonce les menées subversives de la Somalie », *Le Monde*, 12 février 1976

<sup>3</sup> « La crise entre Paris et Mogadiscio », *op.cit.*

### 3.1.3) Le jeu du mensonge et de la vérité

La Somalie utilise également durant la crise le mensonge voire le bluff pour exacerber les tensions et s'attirer les sympathies internationales. Mais ce jeu de dupe se retourne contre elle assez rapidement. La tentative de manipulation des organisations internationales et des pays qui lui sont favorables ne fonctionne que très imparfaitement. Dès le 06 février, la Somalie ment sur le nombre de victimes recensées au poste frontière de Loyada et gonfle leur nombre à dessein. D'après son agence de presse six policiers ont été tués sur le coup, un a été grièvement blessé et trois autres ont été faits prisonniers. Six employés dont plusieurs douaniers et onze personnes de la population civile ont été tués. Enfin vingt-cinq autres personnes ont été blessées. Au total les autorités somaliennes déplorent vingt-trois tués, vingt-six blessés et quelques prisonniers faits par les troupes françaises<sup>1</sup>. Le 10 février, l'organe officiel de presse somalien rectifie ses chiffres et ne fait plus état que de quinze tués et quatorze blessés<sup>2</sup>. En outre, dans sa communication, il évoque des policiers et des douaniers. Il omet de parler des militaires effectivement présents à la frontière dotés d'armes de guerre. Or ce sont précisément des soldats qui ont été tués par les forces françaises. Enfin aucun somalien n'a été fait prisonnier, qu'il soit militaire ou civil.

De même, le surlendemain de l'échange des coups de feu, les autorités somaliennes dénoncent la destruction du village de Loyada : « mettant en action canons de 105 mm et 75 mm, les troupes françaises ont complètement détruit le village somalien de Loyada »<sup>3</sup>. Bien plus, le président somalien demande le même jour à l'ONU, à l'OUA et à la Ligue Arabe d'envoyer des observateurs à Loyada pour y constater « les atrocités commises par les troupes coloniales françaises »<sup>4</sup>. Or l'envoyé spécial de l'agence France-Presse qui se rend sur place le lendemain de la déclaration de Siad Barré constate que « le village somalien est toujours debout et n'a apparemment subi aucun bombardement d'artillerie ou d'aviation »<sup>5</sup>. En fait, toute la crise se résume à un bras de fer entre le mensonge et la vérité, le mensonge servant à légitimer les revendications somaliennes et à présenter la Somalie comme victime, la vérité étant brandie par la France pour combler le « retard » diplomatique qu'elle a accumulé. Néanmoins, la morale est aussi un acteur de cette crise car au final c'est la vérité et la

---

<sup>1</sup> « Le gouvernement somalien n'a pas envoyé de renforts à la frontière », op.cit.

<sup>2</sup> « L'Ethiopie dénonce les menées subversives de la Somalie », *Le Monde*, 12 février 1976

<sup>3</sup> « Le gouvernement somalien n'a pas envoyé de renforts à la frontière », op.cit.

<sup>4</sup> « La crise entre Paris et Mogadiscio », op.cit.

<sup>5</sup> -.

transparence qui triomphent. La Somalie doit se rétracter et est réduite à abandonner ses accusations contre la France.

La dialectique du bien et du mal se réduit souvent à un dialogue de sourd où l'un des acteurs, le plus faible sur le terrain, essaie de surenchérir dans le domaine diplomatique en explorant toutes les voies possibles pour fustiger l'adversaire et le faire condamner par la communauté internationale, jusqu'à utiliser le bluff. La communication externe des acteurs nous semble donc un élément structurant de la crise. Si certaines précautions oratoires ne sont pas prises, elle peut se révéler désastreuse et contre-productive. En effet, la Somalie est prise à son propre piège, ayant provoqué une crise inutile.

### 3.2) Une crise pour rien ?

Si l'on étudie ses conséquences, on peut conclure que la crise entre la France et la Somalie est absurde. C'est une « crise pour rien » qui n'aura pas servi les intérêts du principal responsable, la Somalie, qui perd tous ses soutiens dont l'Union Soviétique. Paradoxalement la France apparaît à court et à moyen terme comme le seul recours pour garantir l'intégrité territoriale de Djibouti et une certaine stabilité dans la Corne de l'Afrique.

#### 3.2.1) Une décolonisation qui devait avoir lieu

La crise de Loyada ne fait pas plier la détermination française à conduire Djibouti à l'autodétermination selon le calendrier que s'est fixé le gouvernement. Dès le début des événements (04 février), le président Giscard d'Estaing ré-affirme la volonté de la France : « La France a rendu publique récemment sa décision de conduire le territoire à l'indépendance, si celui-ci le souhaite. Mais il est de son devoir de maintenir la sécurité de la population de ce territoire et de faire échec aux actions contraires aux droits des personnes »<sup>1</sup>. Monsieur Messmer, ancien premier ministre, ajoute à la même époque que l'indépendance de Djibouti passe par un minimum de cohésion intérieure entre les Afars et les Issas et qu'on ne peut le faire que par un recours à la consultation des populations<sup>2</sup>. Monsieur Stirn enfin, considère que la décolonisation n'est pas une question de vitesse et qu'il faut des garanties<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> « Le gouvernement a du exercer ses responsabilités », *Le Monde*, 06 février 1976

<sup>2</sup> « Après la libération des otages », *Le Monde*, 06 février 1976

<sup>3</sup> « M. Stirn : le problème est d'avoir une indépendance réelle », *Le Monde*, 07 février 1976

Le conseil des ministres du 11 février rappelle que l'indépendance de Djibouti doit être préparée « par une large concertation au sein des institutions représentatives dans un esprit de large union »<sup>1</sup>. A cette occasion, le gouvernement précise qu'il a déjà entrepris, en liaison avec les différents mouvements du territoire, des démarches auprès des Etats frontaliers et des institutions intéressées pour préciser les garanties qui ne peuvent que faciliter et accélérer la marche du territoire vers l'indépendance. La Somalie a donc déclenché la crise alors qu'elle avait déjà été sollicitée par la diplomatie française pour garantir sa non-intervention dans le processus de décolonisation de Djibouti. Le jeu de la Somalie est une fois de plus équivoque car son action n'a fait que raidir les positions françaises et a contribué dans une certaine mesure à retarder le processus de décolonisation.

La LPAI apparaît à cette époque et pour la première fois comme un interlocuteur valable, indépendant de toute puissance étrangère. Elle assure qu'elle veut transmettre à l'Ethiopie et à la Somalie des propositions propres à assurer une coopération régionale fructueuse dans le respect des intérêts de chacun et de l'intégrité territoriale. C'est sur ce mouvement que va désormais s'appuyer la France. D'ailleurs dès le 12 février, la LPAI organise à Djibouti une grande manifestation qui ne dégénère pas, ce qui prouve la maturité de ce parti. Elle annonce également qu'elle veut l'indépendance « avec la France et non contre elle »<sup>2</sup>.

En définitive, l'indépendance intervient sans précipitation et en liaison avec les forces vives du TFAI : en février 1977 une conférence dite « constitutionnelle » réunit les protagonistes du territoire pour élaborer avec l'aide de la France une constitution. Le 08 mai 1977 se tient un référendum demandant aux populations si elles se prononcent pour l'indépendance. Sur 105 000 inscrits, plus de 80 000 disent oui à l'indépendance, un grand nombre d'Afars ayant voté blanc ou s'étant abstenus. Le 13 mai, la nouvelle chambre des députés désigne son président, monsieur Hassan Gouled Aptidon et dans la nuit du 26 au 27 juin, la population fête l'indépendance. Comme convenu, la France aura conduit Djibouti à une autodétermination dans le respect de ses engagements et sans céder aux pressions somaliennes et internationales. La crise de Loyada aura permis, d'une part d'écarter définitivement la Somalie via le FLCS du processus de décolonisation, et d'autre part de favoriser l'émergence

---

<sup>1</sup> « Au conseil des ministres », *Le Monde*, 12 février 1976

<sup>2</sup> « La Ligue populaire : principal parti d'opposition », *Le Monde*, 14 février 1976

d'un interlocuteur valable, la LPAI. Le nouvel Etat créé se démarque de son voisin et s'en remet à la France pour assurer une partie de sa sécurité.

### 3.2.2) Le maintien et le renforcement de la France dans la zone

L'incident de Loyada fait prendre conscience aux futurs dirigeants djiboutiens mais également aux puissances avoisinantes que le retrait complet des troupes françaises de Djibouti serait très préjudiciable pour la situation sécuritaire de la zone. Simultanément, la France se présente rapidement comme le garant de l'intégrité territoriale djiboutienne. Conserver des troupes sur le territoire permet à la métropole de contrôler les accès à la Mer Rouge et de disposer d'un point d'appui stratégique dans l'Océan Indien et à proximité de la Péninsule Arabique. C'est pour ces deux raisons que les dirigeants français concentrent leur discours sur la sécurité intérieure et extérieure du territoire et présentent la France comme le seul recours crédible pour l'assurer efficacement.

Dès le 05 février au soir, monsieur Stirn considère que l'autodétermination de Djibouti a pour enjeu de ne pas créer un nouveau foyer de guerre dans cette partie du monde. Il ajoute que sans la présence française, « la guerre tribale est inévitable »<sup>1</sup>. En effet les tensions sont vives entre Issas et Afars minoritaires. Ces derniers savent que si les troupes françaises se retirent, ils seront victimes d'une véritable discrimination de la part de leurs ennemis séculaires. Monsieur Messmer renchérit le 11 février en soulignant que la présence française sera la meilleure garantie de l'indépendance de Djibouti compte tenu des divisions intérieures et des menaces extérieures<sup>2</sup>. En effet les problèmes de voisinage sont une obsession pour les leaders djiboutiens. Avant même l'incident de Loyada, monsieur Ali Aref, président du territoire de Djibouti mis en place par la France déclarait le 26 novembre 1974 au journal *le Monde* qu'il ne pouvait réclamer l'indépendance tout de suite puisque l'Ethiopie et la Somalie n'attendaient que le départ des Français pour se ruiner sur Djibouti, et de conclure : « nous nous retrancherons derrière le colonialisme français tant que Djibouti sera l'objet de visées annexionnistes ».

---

<sup>1</sup> « M. Stirn : le problème est d'avoir une indépendance réelle », *op.cit.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

Les voisins de la Somalie s'inquiètent de l'incident de Loyada. Ils se rendent compte que le pays exsangue va privilégier une politique de fuite en avant en s'appuyant sur le thème de la reconstruction de la « Grande Somalie ». La convoitise de la Somalie à l'égard de Djibouti se heurte toujours à la crainte de l'Ethiopie de perdre un débouché naturel. L'ambassadeur d'Ethiopie à Paris, présentant ses lettres de créances en décembre 1975, précise que le territoire de Djibouti présente un intérêt vital tant pour la sécurité que pour l'économie de son pays. C'est pour cette raison que l'Ethiopie n'hésite pas à annoncer contre toute attente qu'elle s'accommodera d'une présence française pour préserver l'indépendance du pays<sup>1</sup>. Le maintien français dans le futur Etat indépendant est à peine dénoncé par Amin Dada, il est même légitimé. Le président en exercice de l'OUA, recevant des leaders indépendantistes modérés le 18 avril 1976, leur aurait déclaré : « si d'aucuns vous accusent de garder des troupes françaises, répondez simplement que c'est un non-sens : certains pays ont des Russes, des Cubains, des Américains et certains recrutent des mercenaires britanniques »<sup>2</sup>.

Lors de l'indépendance en mai 1977, de nombreuses ambassades et consulats s'installent à Djibouti. Les représentants arabes modérés, dont les pays sont membres de la Ligue arabe ne cachent pas au journaliste du *Monde* (*Le Monde* du 08-09 mai 1977) qu'ils comptent sur un maintien des forces françaises pour assurer la sécurité du territoire. Cette demande prouve bien que la France est devenue l'unique garant de la sécurité djiboutienne et que la Somalie est un sujet de méfiance, y compris de la part de ses alliés au sein de la Ligue arabe. La crise de Loyada a renforcé la position de la France dans la zone contre les visées somaliennes.

### 3.2.3) Le renversement des alliances et la guerre de l'Ogaden

A partir de l'arrivée de Siad Barre au pouvoir en 1974, l'URSS a de plus en plus de difficultés à justifier et soutenir la politique de son imprévisible partenaire. L'incident de Loyada a bien démontré que les Soviétiques avaient agi en coulisse pour encourager leur principal allié dans la zone à mettre fin à la crise. Après Loyada, l'URSS prend ses distances à l'égard de la Somalie et commence à apporter un soutien au régime voisin éthiopien, qui s'oriente vers une dictature marxiste-léniniste dirigée par le colonel Mengistu, le « négus rouge ». L'appui apporté par l'Union soviétique au nouveau régime éthiopien, à partir du début de l'année

---

<sup>1</sup> « Une région stratégique », *Le Monde*, 07 février 1976

<sup>2</sup> « Le Kenya partage les craintes de M. Ali Aref sur les intentions somaliennes », *Le Monde*, 20-21 février 1976

1977, remplit d'amertume les Somaliens qui se sentent trahis par leurs alliés. En avril 1977, le Front de Libération de la Somalie occidentale (FLSO) entreprend une série d'actions contre les garnisons éthiopiennes de l'Ogaden avec un important soutien de l'armée somalienne. La présence française garantissant l'intégrité territoriale de Djibouti, la Somalie se retourne contre l'Ethiopie dont la situation interne est confuse. Dès la crise de Loyada, les autorités éthiopiennes, conscientes du danger somalien, avaient informé plusieurs pays africains des menées subversives de leur voisin qui infiltrait des agents et des combattants dans les provinces de l'Ogaden<sup>1</sup>.

Le FLSO est maître de la région dès le mois de septembre et assiège la grande ville d'Harrar. Les relations diplomatiques entre Somalie et Ethiopie sont rompues en novembre. La situation de cette dernière, aux prises par ailleurs avec les attaques des fronts de libération en Erythrée, paraît désespérée. Mais l'effort des Soviétiques et des Cubains s'intensifie. La Somalie est devenue gênante et le régime est trop instable. Le soutien à l'Ethiopie semble plus rentable pour l'URSS. Il permet d'évincer complètement les Etats-Unis du pays et d'implanter le communisme au cœur d'un pays qui abrite l'OUA et qui possède un certain poids démographique et territorial dans la région. La présence soviétique permet enfin de contrôler une grande partie des rives de la Mer Rouge et de verrouiller le détroit de Bab-El-Mandeb.

La Somalie rompt dans la foulée avec Cuba et dénonce le traité d'amitié avec Moscou, elle expulse quelques 6000 experts soviétiques en poste dans le pays, escomptant bénéficier de l'aide américaine. Les Etats-Unis et les pays occidentaux, prétextant l'intangibilité des frontières héritées de la décolonisation, n'apportent aucun soutien militaire à la Somalie. Le Sénat américain refuse d'aider massivement et directement un pays belliqueux et incontrôlable. L'administration américaine encourage donc ses alliés arabes (Egypte) à lui fournir des armes. La désillusion est grande chez les dirigeants somaliens qui ont perdu tout appui pouvant leur permettre de résister face à une réaction ennemie. Un véritable pont aérien est organisé à partir d'Aden pour ré-équiper l'armée éthiopienne. En février 1978 débute la contre offensive « soviéto-cubaine », et le 04 mars 1978 l'armée somalienne est définitivement défaite et se retire de l'Ogaden, laissant sur le terrain de nombreuses victimes et plus de 50% de ses équipements lourds. Au total la crise de Loyada est l'un des événements qui a discrédité la Somalie sur la scène internationale et qui a précipité la défection de son

---

<sup>1</sup> « L'Ethiopie dénonce les menées subversives de la Somalie », *op.cit.*

principal allié sans obtenir de contrepartie avec l'aide américaine. Le rapprochement Mogadiscio-Washington n'a pas eu l'impact que voulait lui donner la Somalie : il s'est soldé par un vague traité accordant des facilités portuaires aux navires américains sur Berbera.

Il en résulte pour la Somalie une position peu enviable : dégagée de la protection soviétique mais tenue en suspicion par l'Occident, elle a, par une attitude souvent irrationnelle et un discours belliqueux, patiemment forgé un ensemble hostile autour d'elle. En fait, elle n'a jamais su distinguer ses ambitions de ses intérêts.

## CONCLUSION

En définitive, la crise internationale est selon Michael Brecher une situation très instable entre deux ou plusieurs pays pouvant déboucher éventuellement sur une guerre. L'originalité de la crise entre la France et la Somalie est qu'il existe une situation de tension militaire entre les deux pays mais qui ne dégénère pas en affrontement guerrier. Au micro-conflit militaire succèdent des tensions diplomatiques qui se réduisent rapidement à des gesticulations unilatérales somaliennes. Rassemblant tous les ingrédients définis par Brecher, la crise entre la France et la Somalie restera limitée à des mouvements de troupes et des discours de circonstance. C'est pour cette raison que cette crise sans consistance, sans enjeux, s'éteint rapidement par le peu d'intérêt qu'elle suscite sur la scène internationale et surtout par son côté absurde. Cet événement n'avait pas lieu d'être et la communauté internationale s'est employée à l'étouffer au plus vite, y compris les pays et organisations qui, a priori, étaient opposés à la France : c'est le réalisme qui l'emporte au final.

Par ailleurs, il convient de compléter la grille d'analyse de Brecher à la lumière de ce que nous avons étudié. Dans un premier temps, nous avons décrit la multiplicité des acteurs intervenant pendant l'événement. Il faut ajouter à la liste de Brecher des acteurs particuliers comme les partis politiques, les mouvements de libération ou même l'opinion publique. Leur action influence directement le cours de la crise comme dans le cas du FLCS, ou agit sur la prise de décision des responsables politiques. Ensuite, Brecher ne retient pas dans son analyse le discours des acteurs et leur capacité de persuasion et d'influence de la communauté internationale. Le niveau et l'intensité d'une crise peuvent ainsi être amplifiés par la rhétorique déployée par les protagonistes dans leur communication externe. Le mensonge, le bluff, l'exagération sont des artifices utilisés à l'envi par la Somalie pour intensifier la crise. La notion de communication externe mérite donc d'être retenue parmi ses éléments structurants et constitutifs. La gesticulation verbale des autorités somaliennes est cependant contre-productive car elle est injustifiée et désordonnée. Surtout, la France ne répond pas aux attaques répétées de Siad Barre, trouvant ainsi la parade idéale pour que l'événement ne dégénère pas. La Somalie « frappe dans le vide », s'épuise dans la surenchère et finalement se discrédite aux yeux de ses principaux appuis.

Le paradoxe de cette crise qui renforce encore son absurdité réside dans le fait qu'elle s'est retournée de façon disproportionnée contre l'Etat qui l'avait déclenchée. Abandonnée par ses principaux soutiens, la Somalie perd toute crédibilité dans la zone et sur la scène internationale. Le futur Etat djiboutien s'empressera de prendre ses distances vis-à-vis de ce gênant voisin. Bien plus, la situation interne en Somalie se dégrade suite aux échecs successifs à Djibouti et en Ethiopie. Le président Siad Barré doit dès 1978 affronter une opposition croissante dans son pays et déjouer un coup d'Etat le 09 avril 1978. A la déconsidération externe, s'ajoute le pourrissement interne, qui conduira à la chute finale du dictateur en janvier 1991.

## ANNEXE 1

### CARTE DE LA CORNE DE L'AFRIQUE



## ANNEXE 2

### CARTE DE DJIBOUTI



## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES EN FRANÇAIS**

- COUBBA Ali, *Djibouti une nation en otage*, Paris, l'Harmattan, 1993
- DECRAENE Philippe, *l'expérience socialiste somalienne*, Berger-Levrault, Paris, 1977
- DUFOUR Jean-Louis, *Les crises internationales de Pékin (1900) au Kosovo (1999)*, Paris, Editions Complexe, 2001
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1985
- GUILLEBAUD Jean-Claude, *les confettis de l'empire*, Paris, Seuil, 1976
- LEFEBVRE Maxime, *Le jeu du droit et de la puissance, précis de relations internationales*, Paris, Collection Major, PUF, 1997
- OBERLE Philippe, HUGO Pierre, *Histoire de Djibouti : des origines à nos jours*, Dakar, Présence africaine, 1985

### **OUVRAGES EN ANGLAIS**

- BRECHER Michaël, WILKENFELD Jonathan, *A study of crisis*, The university of Michigan press, 1997

### **ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS**

- BARRAT Jacques, « approche géopolitique de la Corne de l'Afrique », *Le Trimestre du monde*, n° 25
- CLAPHAM Christopher, « Guerre et construction de l'Etat dans la Corne de l'Afrique », *Critique Internationale*, n° 9, année 2000
- DECRAENE Philippe, « Somalie : une atmosphère de fin de règne », *Géopolitique*, n° 17
- Encyclopédia Universalis, « L'Océan indien : stratégie des grandes puissances », année 1977
- ETIENNE Louis, « Le siècle français (1862-1977) », dossier Djibouti, *l'Afrique Réelle*, n° 23-24, printemps-été 1999
- FAYE M'Baye commandant, « Les vulnérabilités de l'Afrique face aux stratégies indirectes des grandes puissances, cas de la Corne de l'Afrique de la seconde moitié du XX° siècle à nos jours », *Les Cahiers de Mars*, n° 120
- JACOB Pierre, « Guerres ethniques dans la Corne de l'Afrique, l'Ethiopie au bord du gouffre », *Défense Nationale*, n° 12, année 1992
- LABROUSSE Henri, « La guerre somalo-éthiopienne (1977-1978) », *Stratégique*, n°50

- *L'Aurore* : tous les numéros parus entre le 03 et le 10 février 1976
- *Le Figaro* : tous les numéros parus entre le 03 et le 20 février 1976
- *L'Humanité* : tous les numéros parus entre le 03 et le 15 février 1976
- *La Lettre de la Nation* : tous les numéros parus entre le 03 et le 15 février 1976
- *Le Monde* : tous les numéros parus entre le 01 et le 27 février 1976, entre le 08 et le 10 mai 1977
- *Paris-Match* : numéro paru dans la semaine du 12 au 19 février 1976
- *Le Quotidien de Paris* : tous les numéros parus entre le 03 et le 10 février 1976

#### **ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS**

- REMNEK Richard, « The Horn of Africa : retrospect and prospect », *Strategic Review*, automne 1990

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<b>PREMIERE PARTIE : UNE PETITE CRISE, DE NOMBREUX ACTEURS</b>	4
<b><u>11. Les acteurs étatiques</u></b>	4
111. Les protagonistes	4
1111. <i>La France</i>	4
1112. <i>La Somalie</i>	6
112. Les acteurs mineurs	7
1121. <i>L’Ethiopie</i>	7
1122. <i>L’URSS</i>	8
1123. <i>Les médiateurs</i>	9
<b><u>12. Les acteurs non étatiques</u></b>	9
121. Les organisations internationales	10
1211. <i>L’ONU</i>	10
1212. <i>L’OUA</i>	11
1213. <i>La Ligue arabe</i>	12
122. Les mouvements de libération	12
1221. <i>Le Front de Libération de la Côte des Somalis</i>	12
1222. <i>La Ligue Populaire Africaine pour l’Indépendance</i>	13
123. L’opinion publique française	14
<b>DEUXIEME PARTIE : LA BRIEVETE DE LA CRISE</b>	16
<b><u>21. Le déroulement « brut » : une crise apparemment classique</u></b>	16
211. La pré-crise	16
212. La crise	17
2121. <i>La rupture</i>	17
2122. <i>L’escalade</i>	18
213. La fin de crise	19
2131. <i>La désescalade</i>	19
2132. <i>La fin</i>	19

214. La post-crise	19
<b><u>22. Une crise-éclair</u></b>	20
221. Une crise militaire qui ne s'enlise pas	20
2211. « Une guerre d'un quart d'heure »	20
2212. Des considérations plus réalistes	21
222. Une gesticulation diplomatique improductive	22
2221. Le « cavalier seul » somalien	22
2222. La modération française	23
<b><u>23. Rationalité et irrationalité des mécanismes et décisions d'urgence</u></b>	24
231. Au plan militaire	24
232. Au plan politique	26
233. Au plan diplomatique	27
<b><u>TROISIEME PARTIE : UNE CRISE ABSURDE ?</u></b>	29
<b><u>31. La dialectique du bien et du mal : « l'arroseur arrosé »</u></b>	29
311. Agresser contre victime	29
312. Colonialisme contre libération des peuples	30
313. Le jeu du mensonge et de la vérité	32
<b><u>32. Une crise pour rien ?</u></b>	33
321. Une décolonisation qui devait avoir lieu	33
322. Le maintien et le renforcement de la France dans la zone	35
323. Le renversement des alliances et la guerre de l'Ogaden	36
<b>CONCLUSION</b>	39
<b>ANNEXES</b>	
Annexe 1 : Carte de la Corne de l'Afrique	41
Annexe 2 : Carte de Djibouti	42
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	43
<b>TABLE DES MATIERES</b>	45